

Tous les programmes télé du jeudi 3 au mercredi 9 février 2000

le **Journal** 50^{FB} du mardi

KB Lux
Les bons
placements
de la CSC

Hebdomadaire • n°36 • semaine du 1^{er} au 7 février 2000

Autriche **LE VRAI** **VISAGE** **DE** **JÖRG** **HAIDER**



© Wim VAN CAPPELLEN/Reporters

50fb - € 1,24



5 414 306 113 114 05

AFFAIRE SERVIER
LES MÉTHODES DE RECRUTEMENT TRÈS
SPÉCIALES D'UNE MULTINATIONALE

ENQUÊTES CRIMINELLES
LA POLICE SCIENTIFIQUE
BIENTÔT PRIVATISÉE?

est un hebdomadaire édité par JDM Editions S.A.
14 rue Kessels - B-1030 Bruxelles
Tél.: 02/241 82 70 (74) • Fax: 02/248 28 45
e-mail: jdm@euronet.be
TVA: BE466.141.220 • RCB: 634.712

RÉDACTEUR EN CHEF
Michel BOUFFIOUX
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Annick LOUVIAUX

RÉDACTION
Donatienne STÉVIGNY,
Marie-Jeanne VAN HEESWYCK

COLLABORATEURS
Corine BARELLA, Marc BAULOYE, Georges BERGHEZAN,
Jannick BOVY, Patrick CHABOUD, Jean-Marie CHAUVIER,
Denis DARGENT, Marc DEBONT, Claude DEMELENNE, Robert FALONY,
Liliane FANELLO, Thibaut GAUTHIER, Michel GHESQUIÈRE,
Philippe GOLARD, Alain GOLDSCHMIDT, Alain GOSSENS,
Florent HERPIGNY, Luc HEYNEMAN, Gérard JAUNIAUX,
Georges KAPLAN, Bruno KASONGA, Jack KEGUENNE, Saad KETTANI,
Frédéric LOORE, Nathalie MELLIS, Olivier MUKUNA,
Serge MOUREAUX, Olivier PIROTTE, Chloé PIRSON, Françoise RAES,
René SÉPUL, Xavier VAN DER STAPPEN, Laurence VANPAESCHEN,
Pierre VANRIE, Jean VOGEL, Pascal VREBOS, Paolo ZAGAGLIA

CORRECTION
Charlotte GOËTZ

SECRÉTARIAT
Rhariba KISSI

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE
Maurice BELLEFROID,
Philippe DILLEN

DESSIN
Jacques SONDRON

RÉGIE PUBLICITAIRE
IP Belgium, 6 rue Jules Cockx
B-1160 Bruxelles Tél.: 02/679 53 02

IMPRESSSION
Drukkerij VERHEYEN Tél.: 03/360 5 360
DIFFUSION
AMP

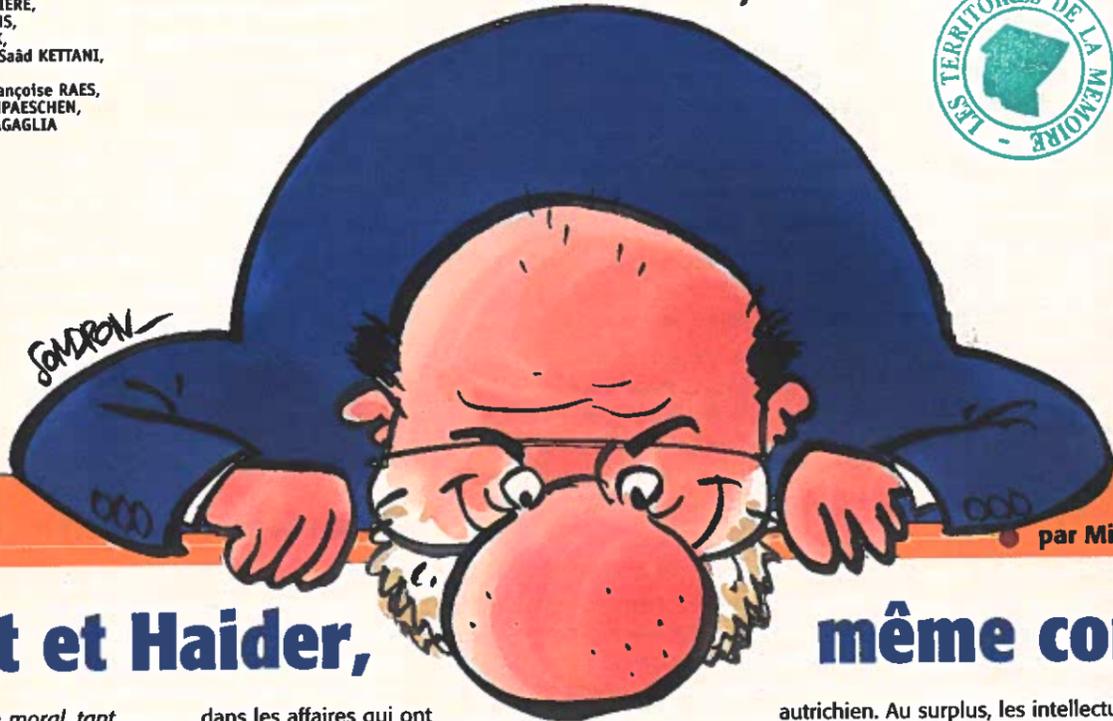
Editeur responsable: Michel Bouffieux, 14 rue Kessels - 1030 Bruxelles

P/2067
15622/1

ET VOILÀ !
RÉCUPÉRÉ,
LE JOURNAL DU MARDI



Qu'en dites-vous, monsieur Sondron?



Édito

par Michel BOUFFIOUX

Pinochet et Haider, même combat

"Si nous donnons l'exemple sur le plan moral, tant mieux. Nous voulons que les dictateurs passés, présents ou à venir sachent qu'ils pourront un jour être rattrapés. Nous sommes un symbole de la lutte contre la dictature et la Belgique doit jouer son rôle". Ces mots sont ceux du ministre belge des Affaires étrangères. Et ils font plaisir à entendre. Enfin, un peu de hauteur et d'éthique dans notre politique extérieure. Enfin du courage politique. Enfin, un responsable d'un département aussi essentiel pour l'image de notre pays qui confirme sa carrure d'homme d'État. Certes, en intentant un recours exigeant devant la Haute Cour britannique, un nouvel examen médical d'Augusto Pinochet, la Belgique n'aura peut-être porté qu'un coup de pied symbolique dans la molle inertie des nations européennes. Mais quel coup! Si une telle volonté d'éthique et de sens des responsabilités pouvait s'avérer contaminante pour la gestion de certains dossiers de politique intérieure – lutte contre la grande fraude fiscale, poursuites réelles contre les génocidaires rwandais réfugiés en Belgique, réelle prise en compte des dysfonctionnements et des errements

dans les affaires qui ont choqué la Belgique (Dutroux, dioxine), fin des traitements inhumains et dégradants dont sont trop souvent victimes les candidats-réfugiés etc. – on aurait vraiment le sentiment qu'un arc-en-ciel illumine en ce moment le pays. Mais ne boudons pas notre plaisir. Car d'autres signes positifs sont encore apparus ces derniers mois, voire ces derniers jours, qui démontrent de louables et surtout utiles intentions dans le domaine de la politique internationale. Le Pakistan n'a toujours pas reçu – et c'est heureux, puisqu'il ne remplit pas les conditions exigées par le gouvernement belge – le matériel nucléaire commandé à Alstom. Le Premier ministre, Guy Verhofstadt a également donné un signal positif en prenant très rapidement langue avec son homologue portugais relativement au dossier "Jörg Haider", du nom de ce nazillon bellâtre qui lorgne sur le pouvoir en Autriche. But de la diplomatie belge: convaincre les Portugais, actuellement en charge de la présidence européenne, d'élaborer une réponse commune des nations du vieux continent à l'entrée possible de l'extrême droite dans le gouvernement

autrichien. Au surplus, les intellectuels belges se sont utilement réveillés ces jours-ci – ils avaient été tellement silencieux, voire "incommodés jusqu'à la nausée" par la prise de parole citoyenne, ces dernières années en Belgique. On soulignera particulièrement la prise de position de Gérard Mortier qui menace de quitter Salzbourg si Haider accède au pouvoir ou encore Pierre Mertens qui rappelait opportunément cette phrase de Kafka dans les colonnes du Soir: "Lorsque tu as permis une seule fois au Diable de rentrer dans ta maison, il n'a même plus à te demander de lui faire confiance". Dernier signal positif, le gouvernement, via son Plan fédéral pour un développement durable, nous propose de donner notre opinion sur les grandes balises de la politique internationale à venir de notre pays. Nous y consacrons un article – en pages 18 & 19 – de manière à faciliter leur exercice de la citoyenneté à nos lecteurs. Et nous en ferons de même dans les semaines à venir à propos des autres enjeux sur lesquels la population sera consultée d'ici au 31 mars prochain. On vous demande votre avis, donnez-le!



Commandez un carnet de chèques librairie ou abonnez-vous. (Bon à découper en page 13)
Pour vous remercier, le JDM aura le plaisir de vous offrir un de ces deux cadeaux au choix:



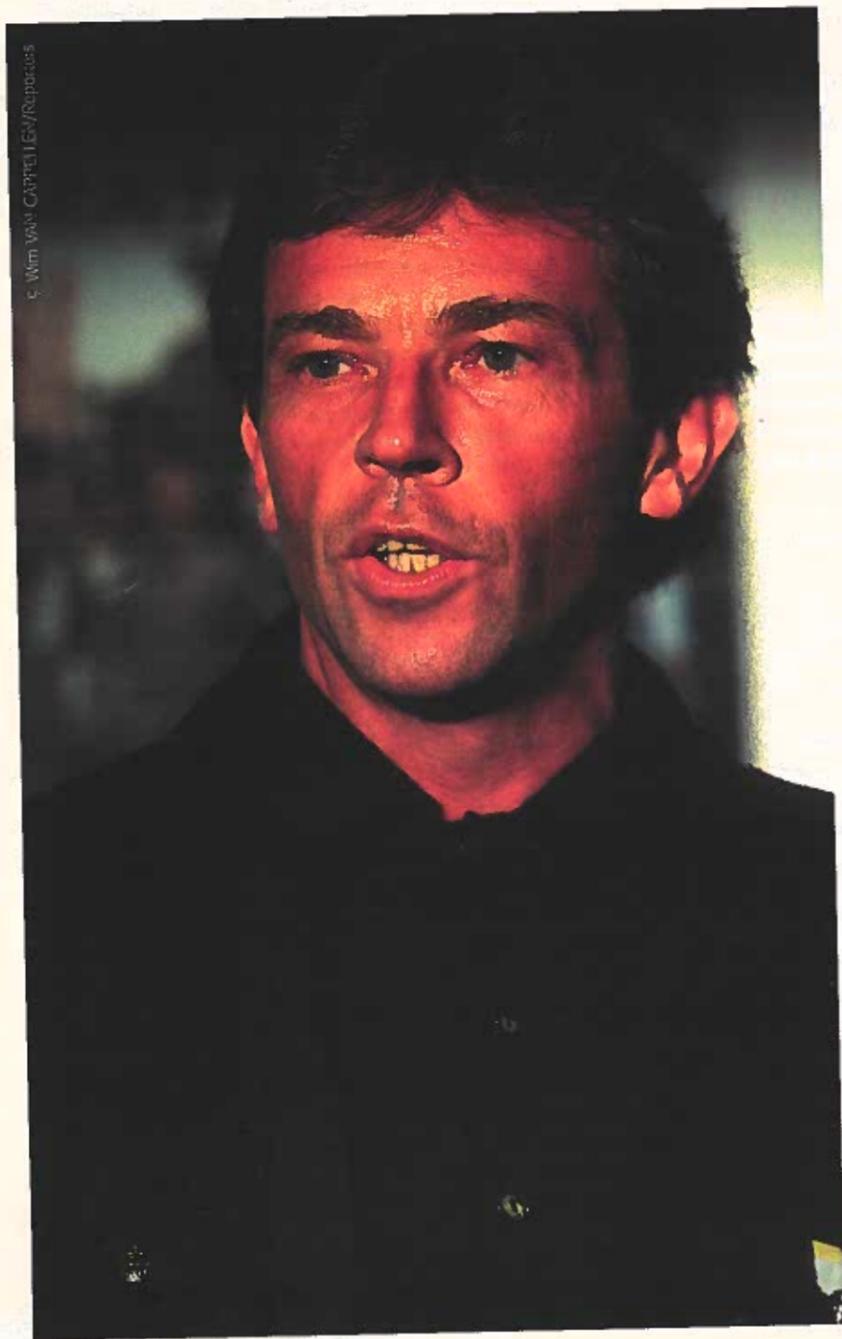
- Soit le dernier recueil de notre caricaturiste Jacques Sondron, "Qu'en dites vous Monsieur Sondron?", paru récemment aux Éditions Tazman. (Prix de vente en librairie, 515 fb).
- Soit un exemplaire de "Faith in Freedom". Réalisé au profit de la Ligue des Droits de l'Homme. Ce CD rassemble des chants du répertoire classique et populaire qui ont un rapport direct avec la notion de liberté. (Prix de vente chez le disquaire: 650 fb).

► Haider

UNE OMBRE BRUNE PLANE SUR VIENNE

Toute l'Europe est en émoi et multiplie les cris d'alarme et les avertissements. En Autriche, l'extrême droite semble sur le point d'entrer au gouvernement. Voici le vrai visage de son leader, Jörg Haider.

par Jean VOGEL



Les négociations menées depuis 4 mois pour reconduire la coalition sortante des sociaux-démocrates du SPÖ et des chrétiens conservateurs du Parti du Peuple (ÖVP) ont échoué. Le leader conservateur **Wolfgang Schüssel** s'est alors tourné, en reniant tous ses engagements solennels antérieurs, vers le vainqueur des élections du 3 octobre dernier, le Parti de la Liberté (FPÖ) de **Jörg Haider**. Les négociations entre eux semblent en bonne voie d'aboutir, d'autant que Haider s'affirme prêt à laisser le poste de Chancelier à Schüssel et même à ne pas participer personnellement au gouvernement. Pour lui, l'essentiel est enfin d'accéder au pouvoir et d'acquérir la légitimité d'un parti "normal" de gouvernement. Le reste viendra plus tard...

On a raison d'être effrayé par la perspective de l'entrée du FPÖ au gouvernement. C'est en effet la première fois depuis la guerre qu'un parti d'extrême droite, un parti raciste et xénophobe, un repaire de rescapés, d'héritiers et de nostalgiques du nazisme participerait au gouvernement dans un État membre de l'Union européenne. Mais il est hypocrite de s'en étonner comme si le ciel était brusquement tombé sur la tête de la démocratie autrichienne. Toute l'histoire politique de l'Autriche au cours des 15 dernières

années est marquée par l'ascension apparemment irrésistible de l'extrême droite. Aux élections parlementaires de 1986 (année de l'arrivée de Jörg Haider à la tête du parti), le FPÖ obtient 9,73% des voix; en 1990, 16,64%; en 1994, 22,5%; en 1995, 21,9% et en octobre 1999, 26,9%, devenant le deuxième parti du pays en dépassant les conservateurs de quelques dizaines de voix. Certains sondages indiquent que si les Autrichiens devaient retourner aux urnes dans les prochaines semaines, le FPÖ pourrait bien devenir le premier parti. Comment en est-on arrivé là, dans ce pays qui a donné pendant des décennies l'image d'une petite république alpine paisible et sans histoires?

Un État sans mémoire

L'actuelle République autrichienne est née en 1945, avec la défaite de l'Allemagne nazie. Les vainqueurs décidèrent d'annuler l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche par Hitler en mars 1938, et de rétablir l'indépendance du pays et l'ancienne constitution républicaine de 1920. Bien que le pays fût soumis, jusqu'en 1955, à l'occupation militaire des quatre puissances alliées, on considéra les Autrichiens comme le premier peuple à avoir été victime de l'hitlérisme. On préférerait ne pas trop s'appesantir sur le fait que beaucoup de citoyens autrichiens avaient été favorables à l'Anschluss et au nazisme: 750.000 per-

sonnes y étaient membres du parti nazi, un pourcentage beaucoup plus élevé qu'en Allemagne même. On préférerait aussi ne pas rappeler que la démocratie autrichienne d'avant-guerre avait succombé bien avant Hitler. Au début 1934, le chancelier **Dolfuss**, leader de

"Haider, lui-même fils d'un ancien dignitaire nazi, ne manque pas de flatter les nostalgiques et les admirateurs d'Hitler"

"Haider est aussi un grand 'moraliste' puritain. Sous prétexte de lutter contre la pornographie, il mène une campagne acharnée contre certaines manifestations artistiques"

la droite catholique avait suspendu la constitution, mis hors-la-loi le parti socialiste et l'ensemble des organisations de travailleurs, écrasé dans le sang la résistance de la milice ouvrière du *Schutzbund* et fondé un État autoritaire et corporatiste, sur le modèle du Portugal de *Salazar*, qui est passé dans l'histoire sous le nom de "clérico-fascisme".

La "deuxième République" s'est fondée sur un partage du pouvoir entre les antagonistes d'avant-guerre, les sociaux-démocrates du SPÖ et les chrétiens conservateurs de l'ÖVP. Ils gouvernèrent ensemble, sans interruption de 1945 à 1966, puis à nouveau de 1987 à aujourd'hui. Dans ce système, parfois baptisé "consociatif" et assez proche de ce que nous connaissons en Belgique, les 2 partis dominants se partagent tous les postes et tous les emplois publics, et toutes les décisions économiques et sociales sont prises de façon à respecter l'équilibre entre les familles politiques. Un des leit-motifs de la propagande du FPÖ de Haider réside justement dans la dénon-

ciation du système de lotissement entre les 2 partis traditionnels et de la corruption, du favoritisme et du népotisme qu'il entretient et dans l'objectif de créer une "troisième République" où le pouvoir appartiendrait "aux simples citoyens".

Le FPÖ est né en 1956, comme le continuateur d'un petit parti, l'Association des Indépendants, créée en 1949 pour servir de refuge aux anciens nazis. Ses deux premiers dirigeants, *Anton Reinthaller* et *Frederich Peter*, étaient, le premier un ancien cadre supérieur du parti nazi, et le second un ancien officier de la *Waffen SS*. Bien que situé clairement à droite, il adoptait dans les conditions d'alors un profil bas et ses résultats électoraux variaient entre 5 et 7,5% des suffrages. À l'époque, c'était surtout un parti qui se distinguait par le refus de reconnaître l'existence d'une nation autrichienne. Héritier de l'idéologie pangermaniste des nationaux-libéraux du passé, il considérait que les Autrichiens appartenaient culturellement et historiquement à la nation allemande et que l'idée de "nation autrichienne" était

une invention artificielle de quelques penseurs catholiques ou communistes.

À partir de 1970, les sociaux-démocrates, à l'époque dirigés par le chancelier *Bruno Kreisky*, décidèrent de gouverner sans les chrétiens. Et vers la fin des années 70, un groupe de jeunes libéraux du FPÖ, regroupés dans le cercle *Attersee*, entreprirent de moderniser leur parti et de s'allier avec les socialistes. Ils venaient certes de familles pangermanistes et d'ex-nazis, mais pour eux c'était désormais des souvenirs historiques et ils se sentaient beaucoup plus attirés par le discours individualiste des néo-libéraux anglais et américains. C'est ce qui explique que, sous leur impulsion, le FPÖ participa au gouvernement aux côtés des socialistes de 1983 à 1986.

Aujourd'hui, il arrive à Haider d'évoquer ce précédent pour démontrer que son parti est une formation respectable qui a déjà exercé des responsabilités gouvernementales. En réalité, Haider, qui appartient aussi à la jeune génération (il est né en 1950), a pris le pouvoir dans le FPÖ, lors du congrès d'Innsbruck en septembre 1987, à la faveur d'un véritable putsch dirigé contre l'équipe des libéraux démocrates. Dans une atmosphère de pogrom, ses supporters empêchaient leurs adversaires de prendre la parole en leur criant des obscénités, en leur promettant le peloton d'exécution ou la chambre à gaz et en brandissant des pin's à l'effigie de Hitler. Par la suite, les libéraux démocrates allaient quitter le FPÖ et créer un nouveau parti, le Forum Libéral, qui obtint de 5 à 6% des voix en '94-95 mais est désormais tombé en dessous de la barre des 4% nécessaires pour avoir des élus.

Un programme sans équivoque

Jörg Haider est arrivé à la tête du FPÖ avec la volonté bien arrêtée de replacer l'axe de ce parti à l'extrême droite. C'est ce qu'il a fait et c'est ce que confirme un examen attentif de son discours et des thèmes de sa propagande. En même temps, il joue volontiers à l'opposant incompris et diffamé par les partis du système. La déclaration de principes du parti ne contient rien d'ouvertement antidémocratique et il prend soin de se distancier publiquement des ténors de l'extrême droite européenne à la *Le Pen*. Sur beaucoup de points, il est capable de dire une chose et son contraire. Cela s'explique à la fois par le souci de donner le change et par la nécessité de ratisser large. Haider, lui-même fils d'un ancien dignitaire nazi, ne manque pas de flatter les nostalgiques et les admirateurs d'Hitler. Il a d'ailleurs dû reconnaître que la grande fortune dont il a hérité (600 millions de fb) avait été réalisée à l'époque de la politique nazie d'"aryanisation", c'est-à-dire à travers la spoliation des juifs. On cite souvent sa tristement célèbre déclaration de 1991 où il affirmait

que la politique sociale et de l'emploi de Hitler était "exemplaire". À une autre occasion il a rendu hommage aux *Waffen SS* qui, dit-il, en tant que membres de la *Wehrmacht* étaient des "combattants valeureux".

Mais le principal thème de son discours martèle une xénophobie effrénée, dirigée contre les immigrés et les étrangers en général. En 1993, il a réussi à organiser un référendum sur le thème "*l'Autriche d'abord!*". L'objectif était d'introduire dans la constitution que "*l'Autriche n'est pas un pays d'immigration*" et d'imposer des mesures d'expulsion rigoureuses des étrangers et des demandeurs d'asile. Le FPÖ prétend que le pays est "submergé" par "*l'invasion étrangère*" et veut imposer aux immigrés non ressortissants de l'Union européenne un système de contrats saisonniers qui les empêchent de s'y établir durablement. Il prône aussi l'établissement d'une carte d'identité spéciale que les étrangers seraient obligés de toujours porter sur eux.

Haider se pose aussi en grand défenseur de l'enfance, menacée d'après lui par la pornographie et la pédophilie. Mais attention, pas tous les enfants... Il veut établir des quotas pour le nombre d'enfants étrangers présents dans les écoles et, dans le Land dont il est gouverneur, la Carinthie, il veut soumettre les élèves étrangers à des tests médicaux et il a entrepris de fermer les écoles primaires bilingues qui permettent à la nombreuse minorité slovène, d'ailleurs autochtone, d'y suivre des cours dans sa langue.

Haider est aussi un grand "moraliste" puritain. Sous prétexte de lutter contre la pornographie, il mène une campagne acharnée contre certaines manifestations artistiques ("*Ce n'est pas de l'art, c'est du sexe!*"). La vieille haine séculaire de la bigoterie catholique alpine contre "*Vienne la cosmopolite et la dépravée*" s'exprime chez lui sans détours...

Ces dernières années, la propagande de Haider a aussi manifesté de plus en plus d'hostilité à l'encontre de l'Union européenne, dont l'Autriche est membre depuis 1995. La "troisième République" prônée par le FPÖ se résume à 2 aspects. En finir avec le système "consociatif" de partage du pouvoir et des prébendes entre les deux partis traditionnels. En finir avec "l'égalitarisme". Selon le discours des néo-fascistes autrichiens, l'égalité est incompatible avec la liberté. Pratiquement ce qui est visé par là, c'est l'État providence, les prestations sociales, les taxes trop élevées. Le modèle proposé est celui d'un "capitalisme populaire" à la *Thatcher*, d'une société de marché où les "forts" pourraient librement emporter sur les "faibles". La liberté économique selon Haider rappelle irrésistiblement le bon mot d'un vieux socialiste autrichien: c'est la liberté du renard dans le poulailler ... ■

Défi pour l'Europe démocratique?

Pour l'instant tout le monde, ou presque, s'indigne devant la perspective du FPÖ au gouvernement de Vienne. Lorsque cela aura lieu, parions qu'on commencera à entendre des voix suggérer que peut-être Haider est devenu raisonnable, qu'il serait excessif de parler de néo-fascisme, etc., etc.

Mais la question la plus importante n'est-elle pas de se demander comment il se fait que dans un pays considéré comme parfaitement démocratique depuis des décennies, dont la situation économique et sociale n'a rien de catastrophique (l'Autriche est un des seuls États d'Europe où le taux de chômage soit inférieur à 5%), un parti xénophobe, crypto-nazi vole de succès en succès? Les socialistes occupent la chancellerie à Vienne depuis trente ans sans interruption. Aux dernières élections, 40% de leur électorat a voté pour le FPÖ, en dépit des concessions démagogiques qu'il leur arrive de faire au discours xénophobe et sécuritaire. N'y a-t-il pas là matière à une sérieuse interpellation? Quant aux chrétiens-démocrates, s'ils s'allient avec le "diable", que diront leurs congénères du reste de l'Europe, qui leur sont associés au sein du Parti populaire européen?

Car l'affaire dépasse le cadre de l'Autriche. L'histoire et la vie politique y ont leurs particularités, comme dans tous les pays. Mais rien ne dit que cette "première" d'une alliance gouvernementale d'un parti démocratique avec un parti néo-fasciste ne pourrait pas faire d'émules. Il n'y a que le premier pas qui compte. On pense par exemple à une alliance du CVP avec le *Vlaams Blok*. Est-ce vraiment inimaginable? J.V.